



1 **Résolution - Combattre les inégalités**

2 Les Jeunesses Socialistes Luxembourgeoises s’inscrivent dans un combat contre les injustices
3 sociales, s’engagent pour un monde plus juste et solidaire. Nous luttons contre les inégalités dans
4 notre société, quelle que soit leur forme. Notre génération ne veut pas devoir payer pour les
5 méfaits qui ont été commis dans le passé. Nous appelons les responsables politiques en Europe et
6 au Luxembourg à assumer leurs devoirs envers les citoyens et de s’engager pour une politique
7 sociale cohérente qui profite à chacun, et non pas à une minorité d’individus.

8 **Les inégalités : un problème mondial**

9 Depuis les années 1980, et encore plus depuis l’éclatement de la crise financière, les inégalités
10 connaissent une croissance qui donne lieu à des soucis fondés. Le renforcement du clivage entre
11 les plus fortunés et ceux avec des faibles moyens de subsistance n’a cessé de croître. Ainsi, selon
12 une étude récente d’Oxfam, 80 personnes possèdent autant de richesses que la moitié la plus
13 pauvre de la population mondiale,¹ alors que ce n’étaient que 62 individus en janvier 2015.² La
14 même étude démontre que 1% de la population la plus riche possède plus que 99% du reste du
15 monde.

16 Les inégalités mondiales sont le résultat de l’évasion fiscale, de lobbying de la part des plus
17 riches et des grandes entreprises multinationales auprès des gouvernements, mais aussi de la
18 corruption, de mauvaises décisions politiques et de la mauvaise gouvernance des institutions. En
19 effet, 20 mille milliards de dollars sont tenus par les plus riches dans des paradis fiscaux.³ Ces

¹ Oxfam, *62 people own the same as half the world, reveals Oxfam Davos report*, publié le 18 janvier 2016; accessible sur: <https://www.oxfam.org/en/pressroom/pressreleases/2016-01-18/62-people-own-same-half-world-reveals-oxfam-davos-report>.

² Oxfam, *Wealth: Having It All and Wanting More*, janvier 2015; accessible sur: https://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/file_attachments/ib-wealth-having-all-wanting-more-190115-en.pdf.

³ War On Want, *Only The Little People Pay Tax*; accessible sur: <http://media.waronwant.org/sites/default/files/only%20the%20little%20people%20pay%20tax.pdf>.

20 pratiques douteuses et irresponsables ont également des répercussions négatives sur les systèmes
21 sociaux des pays, qui se financent en grande partie par des impôts, mais auxquels se soustraient
22 ceux qui disposent des plus grandes richesses et devraient donc aussi faire preuve de la plus
23 grande solidarité.

24 Afin d'en finir avec ces injustices sociales, les pays et la communauté internationale doivent
25 coopérer et imposer des limites claires aux pratiques qui ne font qu'aggraver la situation des plus
26 pauvres sur notre planète. Il devient clair que l'humanité doit faire des efforts et se poser des
27 questions sur le développement futur et les fondements de nos économies.

28 **La situation au Luxembourg**

29 Le clivage entre les différentes couches sociales devient également un phénomène observable au
30 Grand-Duché. En effet, le Luxembourg n'est pas une île isolée du reste du monde, mais un pays
31 qui connaît lui aussi des inégalités. Certes, nous sommes loin d'une situation comme aux Etats-
32 Unis. En 2013, le ratio S80/S20 se situe en-dessous de la moyenne de l'UE-15 (4,9) avec 4,6,⁴
33 tout comme celui des personnes en risque de pauvreté ou d'exclusion sociale (19% contre 24,4%
34 en UE-28).⁵ En 2014, malgré la crise, le Luxembourg connaissait la plus forte croissance du PIB
35 en Europe avec 5,6%. Le PIB par habitant a progressé de 65.000 Euros en 2005 à 83.400 Euros
36 en 2013.⁶

37 Ces chiffres semblent placer le Luxembourg dans une situation favorable, au moins à première
38 vue. En réalité, plusieurs indicateurs soulignent une évolution inquiétante de la situation
39 économique et sociale. Ainsi, le coefficient GINI⁷ a connu une hausse, de 43,5 en 2005 à 48 en
40 2014, pour le revenu disponible équivalent.⁸ L'indicateur S80/S20⁹ a également augmenté,

⁴ CSL, *Panorama social 2015*, Luxembourg, 2015, pp. 12-13; accessible sur:

http://www.csl.lu/index.php?option=com_rubberdoc&view=doc&id=2639&format=raw.

⁵ Source: Eurostat.

⁶ Source: STATEC.

⁷ Le coefficient GINI indique l'inégalité au sein d'une société. Plus ce taux s'approche de 100, plus la société est inégale, tandis que 0 exprime une parfaite égalité.

⁸ Source : Eurostat. D'autres sources donnent des chiffres différents, mais dans chaque cas, le mouvement vers la hausse est le même.

⁹ Le taux S80/S20 indique la différence entre les 20% les plus riches et les 20% les plus pauvres. Plus ce taux est élevé, plus la disparité est grande. Dans le cas du Japon, les 20% les plus riches gagnent 3,4 fois plus que les 20% les plus pauvres.



41 passant de 4,1 en 2003 à 4,6 en 2013.¹⁰ Mais il ne s'agit pas des seules statistiques qui expriment
42 une aggravation de la situation socio-économique au Grand-Duché, citons encore :

- 43 - Hausse du taux de chômage : de 2,4% en 2000 à 6,7% en 2015 (STATEC) ;
- 44 - Hausse du pourcentage des personnes en risque de pauvreté ou d'exclusion sociale : de
45 17,3% en 2005 à 19% en 2014 (Eurostat), alors que l'évolution s'est stabilisée en UE-28 ;
- 46 - Hausse du seuil de pauvreté : de 13,7% en 2005 à 16,4%, plus élevé que dans nos pays
47 voisins à l'exception de l'Allemagne (STATEC) ;
- 48 - Hausse de la population vivant avec le salaire social minimum : de 15,2% en 2009 à
49 16,5% en 2014 (CSL).

50 Alors que notre gouvernement vante le Luxembourg comme place financière, lance des
51 campagnes prestigieuses de *nation-branding* et préfère mettre en avant notre croissance du PIB,
52 il ne doit pas oublier le clivage qui devient de plus en plus flagrant. Selon une étude de l'OECD,
53 le Luxembourg se range parmi les pays avec la plus forte croissance d'inégalités.¹¹

54 Une grande partie de la population perd en pouvoir d'achat, voire ressent de plus en plus de
55 difficultés à boucler les fins de mois. Selon une étude de PWC de 2016, le taux d'imposition des
56 entreprises au Luxembourg s'élève à 20,1% (en UE, seulement la Croatie enregistre un taux
57 encore plus faible). Notons aussi que parmi les pays avec la plus forte densité de milliardaires, le
58 Luxembourg se positionne en troisième lieu (en 2014).¹²

59 L'implantation de grandes entreprises multinationales, d'autant plus qu'elles bénéficient de
60 privilèges fiscaux qui sont inacceptables dans une société démocratique doit jouer un rôle
61 important lors de la lutte contre les inégalités.

¹⁰ CSL, *Panorama social 2015*, Luxembourg, 2015, pp. 12-13; accessible sur:
http://www.csl.lu/index.php?option=com_rubberdoc&view=doc&id=2639&format=raw.

¹¹ OECD, *Divided we stand. Why Inequality Keeps Rising*, 2011; accessible sur: http://www.keepeek.com/Digital-Asset-Management/oecd/social-issues-migration-health/the-causes-of-growing-inequalities-in-oecd-countries_9789264119536-en#page24.

¹² ZENTHÖFER Jochen, *Zäit fir ee Bilan. Die erste Bilanz der Ära Juncker*, Luxembourg, 2015, pp. 24-25.

62 En même temps, une grande partie de la population se retrouve dans une situation précaire : le
63 taux de risque de pauvreté des personnes occupées de 11,2% n'est surpassé dans l'UE que par la
64 Grèce.¹³ Le rapport du taux de chômage des jeunes au taux de chômage total connaît un ratio de
65 4,0 en 2014, une tendance en hausse depuis 1995 et qui classe le Luxembourg en dernier lieu en
66 UE-15. Avec un taux de risque de pauvreté des chômeurs de 53%, le Luxembourg se place en
67 deuxième position, après l'Allemagne avec un chiffre encore plus élevé (69,3%).¹⁴ Considérant
68 les classes d'âges, ce sont les jeunes et les enfants qui souffrent le plus du risque de pauvreté, une
69 pauvreté qui s'est creusée d'avantage au cours des années.¹⁵

70 Cette instabilité est accompagnée d'un écart entre les revenus qui s'est progressivement accru :
71 entre 1997 et 2013, les revenus élevés ont plus vite augmenté (61%) que les salaires bas (41%) et
72 les salaires moyens (58%).¹⁶

73 Ces inégalités, par ailleurs, ne concernent pas uniquement les revenus, mais aussi les sexes.
74 Selon le *Gender Equality Index* de l'ONU, le Luxembourg se place en 17^{ième} lieu, derrière tous
75 les pays de l'Europe de l'Ouest.¹⁷

76 **Une lutte contre les inégalités plus que jamais nécessaire**

77 La politique menée ces dernières années crée des effets pervers partout en Europe et dans le reste
78 du monde.

79 Pour les JSL, il est primordial d'arrêter l'évolution actuelle par des mesures adaptées. Un Etat
80 qui réussit à garantir le bien-être de ses citoyens crée des conditions propices à une société plus
81 démocratique, car les inégalités ne posent pas seulement un danger à la cohésion sociale, mais
82 aussi à la vie démocratique, la stabilité politique, la paix et la sécurité. Par ailleurs, les plus
83 riches, de par leur poids économique et financier, peuvent influencer des décisions politiques en
84 leur faveur, au détriment du reste de la population. Or, la concentration du pouvoir dans les
85 mains d'un petit groupe devient intenable à moyen et long terme.

¹³ CSL, *Panorama social 2015*, Luxembourg, 2015, pp.34-35 ; accessible sur:

http://www.csl.lu/index.php?option=com_rubberdoc&view=doc&id=2639&format=raw.

¹⁴ *Ibidem*, pp. 34-35.

¹⁵ *Ibidem*, pp. 38-39. Voir aussi: OECD, *Rising Inequality: youth and poor fall further behind*, 2014; accessible sur:

<http://www.oecd.org/social/OECD2014-Income-Inequality-Update.pdf>.

¹⁶ CSL, *Panorama social 2015*, Luxembourg, 2015, pp.28-29 ; accessible sur:

http://www.csl.lu/index.php?option=com_rubberdoc&view=doc&id=2639&format=raw.

¹⁷ <http://hdr.undp.org/en/composite/GII>.



86 En effet, une inégalité trop forte peut créer des troubles sociaux et saper la cohésion sociale, des
87 conséquences que soulignent un grand nombre d'économistes qui ont fait de ce domaine leur
88 objet d'étude, citons parmi eux Anthony Atkinson, Thomas Piketty ou Emmanuel Saez, qui
89 mettent en évidence la hausse des inégalités au cours des dernières décennies et revendiquent une
90 plus forte taxation des riches. Il existe même une corrélation entre l'intensité des problèmes
91 sociaux et les inégalités des revenus au sein d'une société : selon l'indicateur des problèmes
92 sociaux et de santé, le Japon se trouve en première place, avec un taux S80/20 de 3,4, le plus
93 faible parmi les 22 pays comparés dans une étude du *Inequality Trust*.¹⁸ Plus l'inégalité
94 augmente, plus la situation sociale s'aggrave. Parmi les facteurs qui sont influencés par des
95 inégalités trop élevées, citons l'espérance de vie, la criminalité, la mortalité infantile, l'obésité, la
96 mobilité sociale ou encore la toxicomanie.

97 Une société plus équitable peut aussi avoir des répercussions positives sur l'économie,
98 notamment à travers une croissance de la productivité et une stimulation de la consommation.
99 Même le FMI souligne que la réduction des inégalités entraîne une stabilité économique accrue
100 ainsi qu'une croissance plus durable.¹⁹ Une politique qui se propose de réduire les inégalités
101 combat également tous les facteurs propices aux groupements et partis d'extrême-droite, aux
102 discriminations ainsi qu'aux stigmatisations des minorités. La mise en place de mesures fiscales
103 qui favorisent les revenus les plus élevés n'aura aucun effet bénéfique sur le reste de la société.
104 En effet, tôt ou tard, le revenu arrive à un niveau où il devient impossible de dépenser tout ; ainsi,
105 le surplus est épargné et cela ne profite pas à l'économie. La réforme fiscale en cours doit
106 impérativement tenir compte des inégalités et mettre en place un système d'imposition plus juste
107 et plus équitable en faveur des revenus les moins aisés.

108 De la réduction des inégalités sociales découle en outre la disparition des insécurités face à
109 l'avenir. Cela permet également de renforcer l'intérêt pour des valeurs post-matérielles, qui ne

¹⁸ <http://inequality.org/wp-content/uploads/2011/01/health-inequality-charts.pdf>.

¹⁹ BERG Andrew G. / OSTRY Jonathan D., *Inequality and Unsustainable Growth: two Sides of the Same Coin ?*, FMI, 2011; accessible sur: <https://www.imf.org/external/pubs/ft/sdn/2011/sdn1108.pdf>.

110 sont pas directement liées aux intérêts individuels, comme la lutte contre le réchauffement
111 climatique ou la participation politique.²⁰

112 **Les propositions des JSL**

113 Les Jeunesses Socialistes estiment que la lutte contre les inégalités nécessite l'intervention active
114 de l'Etat définissant un cadre qui protège les intérêts des classes moyennes et des plus
115 défavorisés, sans restreindre les libertés individuelles. Une telle politique passe par la voie
116 législative, financière et budgétaire.

- 117 1. Dans le cadre de la réforme constitutionnelle, inscrire la lutte contre les inégalités dans la
118 constitution ;
- 119 2. Créer un mécanisme de lutte contre les inégalités qui assurera l'identification, le
120 monitoring et le suivi de la situation des personnes en difficultés financières et sociales;
- 121 3. Augmenter le taux d'imposition pour les personnes les plus aisées ;
- 122 4. Instauration de l'impôt sur la fortune.-
- 123 5. Création d'un fonds d'investissement étatique, afin d'accroître les capitaux propres de
124 l'Etat par l'investissement dans des entreprises et d'utiliser les recettes perçues au profit
125 de la collectivité et d'une diminution des inégalités intergénérationnelles ;
- 126 6. Introduction dans l'impôt sur le revenu primaire d'une décote, uniquement valable pour
127 des revenus en-dessous d'un certain seuil ;
- 128 7. Introduire un impôt progressif à vie sur les successions qui prend effet à partir d'un
129 certain montant accumulé au cours de la vie ;
- 130 8. Valoriser dans l'indice des prix à la consommation (IPCN) les coûts pour la santé,
131 l'éducation et la communication ; retirer les boissons alcoolisées, le tabac et le carburant ;
- 132 9. Adapter la politique aux changements technologiques, encourager l'innovation, lancer
133 des mesures pour lutter plus efficacement contre le chômage ;
- 134 10. Renforcer le rôle du Conseil économique et social, incluant tous les partenaires sociaux;
- 135 11. Le Conseil économique et social doit impérativement prendre en considération le
136 développement durable ;

²⁰ MÜLLER Henrik, *Wirtschaftsirrtümer: 50 Denkfehler, die uns Kopf und Kragen kosten*, 2014, p. 24.



- 137 12. Assurer que les syndicats et autres organisations représentant la masse salariale aient
138 autant de pouvoir que les associations patronales et entrepreneuriales ;
- 139 13. A l’instar des objectifs monétaires des banques centrales, le gouvernement doit fixer des
140 objectifs concrets pour combattre le chômage et consolider cette politique en offrant un
141 emploi public garanti à tous ceux qui l’acceptent ;
- 142 14. Prolonger la période des allocations de chômage ;
- 143 15. Abolir la règle des 52 semaines en matière de congé de maladie qui place les personnes
144 malades dans une situation de précarité ;
- 145 16. Garantir un salaire minimum légal, adapté à l’inflation, et établir un code de bonne
146 conduite. Les entreprises qui y adhèrent s’engagent pour une rémunération des salariés
147 au-dessus du salaire minimum ;
- 148 17. Le gouvernement doit systématiquement favoriser les entreprises qui respectent ce code
149 de bonne conduite et qui paient des salaires au-dessus du salaire minimum, p.ex. dans sa
150 politique d’achat de fournitures ou crédit d’impôt ;
- 151 18. Réglementer et réguler le stage en entreprise pour lutter contre les abus par les entreprises
152 et contre la précarité des jeunes ;
- 153 19. Introduire un « héritage minimum » sous forme d’une allocation que chaque citoyen
154 reçoit dès qu’il atteint sa majorité ;
- 155 20. Assurer, via un bon d’épargne national, un taux d’intérêt garanti sur l’épargne. Ce taux ne
156 serait plus applicable à une épargne dont la somme dépasse un certain seuil, afin de
157 favoriser les petits épargnants ;
- 158 21. Simplifier l’accès au crédit immobilier en renforçant les garanties bancaires et en mettant
159 l’accent sur les jeunes actifs.